



Moins d'élevage ?

« Une baisse de l'élevage ». Il a suffi de cette phrase lâchée au cours d'un point presse de la Chambre régionale d'agriculture, mardi à Rennes, pour que le microcosme politique agricole breton s'enflamme. Ou plus exactement la majorité aux commandes. Les syndicats d'opposition eux se sont glosés de la « communication détonante de la Chambre ».

Tel est le jeu politique...

En soutenant « le tournant agro-écologique prôné par la Chambre d'agriculture », le président de Région n'a pas – loin de là – apaisé les divergences qui couvent au sein des courants de la majorité agricole bretonne. À dessein, Loïg Chesnais-Girard s'est précipité dans la brèche après avoir manqué son pari de la régionalisation de la Pac qui irritait sérieusement les tenants de la « liberté d'entreprendre ». En saluant « l'étape symbolique majeure » franchie par André Sergent, Loïg Chesnais-Girard ne met pas moins le président de la Chambre régionale d'agriculture dans une position délicate vis-à-vis d'une partie de sa propre majorité.

La voie que pouvaient emprunter le président de la Chambre régionale et son équipe était de toute façon étroite. En contrepartie du maintien de la taxe foncière, l'APCA se devait de proposer un plan stratégique davantage tourné vers l'agro-écologie et les attentes sociétales. Le plan breton est la déclinaison régionale de ce plan national exigé par le Gouvernement.

Pour autant que la présentation de ce plan stratégique fasse des remous politiques, une Chambre d'agriculture, en 2020, n'est pas en capacité d'imposer un changement de cap aux agriculteurs. Tout au plus peut-elle informer et accompagner les agriculteurs face aux nouveaux enjeux. Les

agriculteurs restent bien le libre arbitre sur leur ferme.

La voie était de toute façon étroite.